



RAPPORT ANNUEL 2022

Avant-propos

Marquée par l'invasion massive de l'Ukraine par les forces russes, le regain de violence en République démocratique du Congo (RDC), la poursuite des conflits en Éthiopie et les affrontements armés au Myanmar, l'année 2022 a une fois encore vu se creuser l'écart entre le nombre de survivant(e)s de violences sexuelles liées aux conflits (VSLC) et ceux/celles qui reçoivent des réparations.

2022 a toutefois été aussi une année d'espoir, empreinte d'une volonté réaffirmée. Nous avons non seulement commencé à constater les effets tangibles du travail de Global Survivors Fund (GSF) sur la vie des survivant(e)s, mais aussi une plus grande prise de conscience publique et une indignation face aux VSLC dans certains contextes. Cela s'est accompagné de plusieurs occasions de plaider en faveur de réparations opportunes co-crées, pour tou(te)s les survivant(e)s.

Les gouvernements ont également manifesté quelques signes modérément positifs en 2022 : le gouvernement irakien a alloué 17 millions de dollars USD à la mise en œuvre de la loi sur les survivant(e)s yézidi(e)s, le gouvernement tchadien s'est engagé à verser 15,3 millions d'euros au fonds de l'Union africaine pour les victimes d'Hissène Habré, le procès tant attendu des événements survenus au stade de Conakry le 28 septembre 2009 a été entamé en Guinée, le Président de la République centrafricaine (RCA) a annoncé la création du Comité stratégique pour la lutte contre les violences sexuelles et sexistes liées aux conflits, le gouvernement ukrainien s'est engagé à établir un cadre national de réparations, y compris pour les survivant(e)s de VSLC, et au Mali, une politique de réparations a été adoptée et la Commission Vérité, Justice et Réconciliation a tenu des auditions sur les VSLC. Bien que cela n'ait pas encore abouti à des réparations concrètes pour les survivant(e)s, ces avancées nous laissent espérer qu'il est possible d'apporter des réparations intégrales aux survivant(e)s de violences sexuelles liées aux conflits à travers le monde.

Dans le cadre de notre collaboration avec un réseau grandissant de partenaires locaux, nationaux et internationaux, nous avons poursuivi notre parcours de co-création, en enregistrant des progrès dans la mise en œuvre de projets de mesures réparatrices intérimaires (MRI) en Guinée, en Irak, en RCA, en RDC et en Türkiye (pour les survivant(e)s syrien(ne)s), en soutenant la mise en place de nouveaux projets au Népal, au Nigeria, au Soudan du Sud et au Timor oriental, et en édifiant les bases d'un nouveau projet au Cambodge.

GSF et ses partenaires ont publié de nombreuses nouvelles études nationales sur les réparations, dans le cadre de notre étude mondiale sur les réparations (Global Reparations Study, GRS), élargissant ainsi notre compréhension concernant la situation des réparations et les opportunités offertes aux survivant(e)s à travers le monde. Nous avons également apporté un support technique à l'Ukraine pour garantir que les survivant(e)s de violences sexuelles liées aux conflits reçoivent une réparation intérimaire d'urgence, même si le conflit n'est pas terminé. Un support technique a également été apportée à d'autres pays, tels que la Colombie, la RCA et la RDC.

Nous avons beaucoup appris ces dernières années et nous en profiterons pour poursuivre notre réflexion, à l'heure où nous nous tournons vers l'avenir et nous préparons à élaborer notre prochain plan stratégique.

Tout ce travail n'aurait pas été possible sans nos donateur(trice)s, nos sympathisant(e)s et nos partenaires. Votre soutien généreux et actif nous permet d'être ici, pour les survivant(e)s, et de les accompagner dans leurs efforts pour reconstruire leur vie et faire valoir leur droit fondamental à des réparations.

**Nadia Murad, Dr Denis Mukwege
et Esther Dingemans**



De gauche à droite : Nadia Murad (co-fondatrice et membre du conseil d'administration), Dr Denis Mukwege (co-fondateur et président du conseil d'administration) et Esther Dingemans (directrice générale), 2022 © Nadia's Initiative et Magali Girardin

Acronymes

ACbit	Assosiasaun Chega! Ba Ita
ADMSP	Association of Detainees and the Missing in Sednaya Prison
AFJC	Association des Femmes Juristes de Centrafrique
AJAR	Asia Justice and Rights
AYA	Active Youth Agency
CHRSS	Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme au Soudan du Sud
CIGPJ	Centre for Inclusive Governance, Peace and Justice
CREW	Crown the Woman
CSiW	Conjugal Slavery in War
CVT	Centre for Victims of Torture
EUCCI	Eastern-Ukrainian Centre for Civic Initiatives
GRS	Étude mondiale sur les réparations
GSF	Global Survivors Fund
HCR	Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés
ISIS	État islamique en Irak et en Syrie
IST	Infections sexuellement transmissibles
MRI	Mesures réparatrices intérimaires
NA	Nagarik Aawaz
NSCR	Netherlands Institute for the Study of Crime and Law Enforcement
OGDH	Organisation Guinéenne de Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen
OSRSG-SVC	Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit
PSVI	Preventing Sexual Violence in Conflict Initiative
RCA	République centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
RfP	Rights for Peace
SEMA	The Global Network of Victims and Survivors to End Wartime Sexual Violence
SOFEPADI	Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral
SRSR-SVC	Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit
STW	Steward Women
VSLC	Violences sexuelles liées aux conflits

Définitions

CO-CRÉATION

La co-crédation désigne un ensemble de processus selon lesquels les survivant(e)s, en tant qu'ayants droit, ont une réelle influence sur la prise de décision et jouent un rôle actif dans la conceptualisation, la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des réparations et d'autres mesures réparatrices.

PRISE EN CHARGE HOLISTIQUE

Approche axée sur la globalité des besoins des survivant(e)s, qui répond aux conséquences interconnectées des violences sexuelles et inclut une prise en charge médicale, psychologique, juridique et socio-économique.

MESURES RÉPARATRICES INTÉRIMAIRES (MRI)

Mesures accordées aux survivant(e)s par des acteur(ric)e(s) non détenteur(ric)e(s) d'obligations, comme les organisations non gouvernementales et les organisations de la société civile, pour soutenir leur processus de guérison et de reconstruction dans les cas où les États et autres détenteur(ric)e(s) d'obligations n'ont pas encore assumé leur devoir de fournir des réparations. Les MRI s'inspirent de programmes de réparation administrative et les projets de MRI de GSF sont co-crédés avec les survivant(e)s.

RÉPARATION

La réparation est un droit, auquel peuvent prétendre les victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire. Elle implique de prévoir des mesures, auxquelles les survivant(e)s ont droit de la part de l'État ou d'autres détenteur(ric)e(s) d'obligations, pour réparer les préjudices subis du fait de ces violations. Ces mesures ont été définies par des normes internationales et peuvent inclure des mesures de restitution, d'indemnisation, de réhabilitation, de satisfaction et de garanties de non-répétition. Les réparations peuvent être individuelles ou collectives, doivent être efficaces et exhaustives, adaptées aux besoins des survivant(e)s et proportionnelles à la gravité du préjudice subi. Les réparations ne doivent pas être confondues avec l'aide ou l'assistance humanitaire, ni avec les programmes d'aide au développement. Elles n'ont pas le même but et n'incluent pas les mêmes éléments de réparation. Dans les procédures en réparation, les survivant(e)s ne sont pas des bénéficiaires passif(ve)s de l'aide; ce sont des ayants droit qui doivent jouer un rôle actif leur permettant de se transformer en acteur(ric)e(s) du changement.

FORMES DE RÉPARATION

Mesures prises par l'État, les auteur(ric)e(s) et autres détenteur(ric)e(s) d'obligations pour reconnaître les victimes et les survivant(e)s, leur répondre et leur offrir des recours pour les préjudices qu'ils/elles ont subis du fait de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et du droit humanitaire. La réparation inclut la restitution, l'indemnisation, la réhabilitation, la satisfaction et les garanties de non-répétition. Dans les procédures en réparation, les survivant(e)s ne sont pas des bénéficiaires passif(ve)s de l'aide; ce sont des ayants droit qui doivent jouer un rôle actif pour que les recours soient adaptés à leurs besoins.

AYANTS DROIT

Tou(te)s les survivant(e)s possèdent des droits en vertu du droit international des droits de l'homme, y compris le droit à un recours et à une réparation. En tant qu'ayants droit, ils/elles doivent jouer un rôle actif dans la cartographie, la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des processus et activités de réparation, ainsi que dans les autres activités qui concernent leurs droits.

CENTRÉ SUR LES SURVIVANT(E)S

Approche qui place les survivant(e)s au centre de tout processus, en donnant la priorité à leurs droits, leurs besoins et leurs souhaits, et fait en sorte qu'ils/elles soient traité(e)s avec dignité et respect. Le terme « centré sur les survivant(e)s » fait souvent référence à l'approche de travail avec les victimes/survivant(e)s elle-même. Le terme « axé sur les survivant(e)s » fait référence aux politiques, procédures et réponses globales qui donnent la priorité aux droits, aux besoins et aux souhaits de la victime/du (de la) survivant(e).

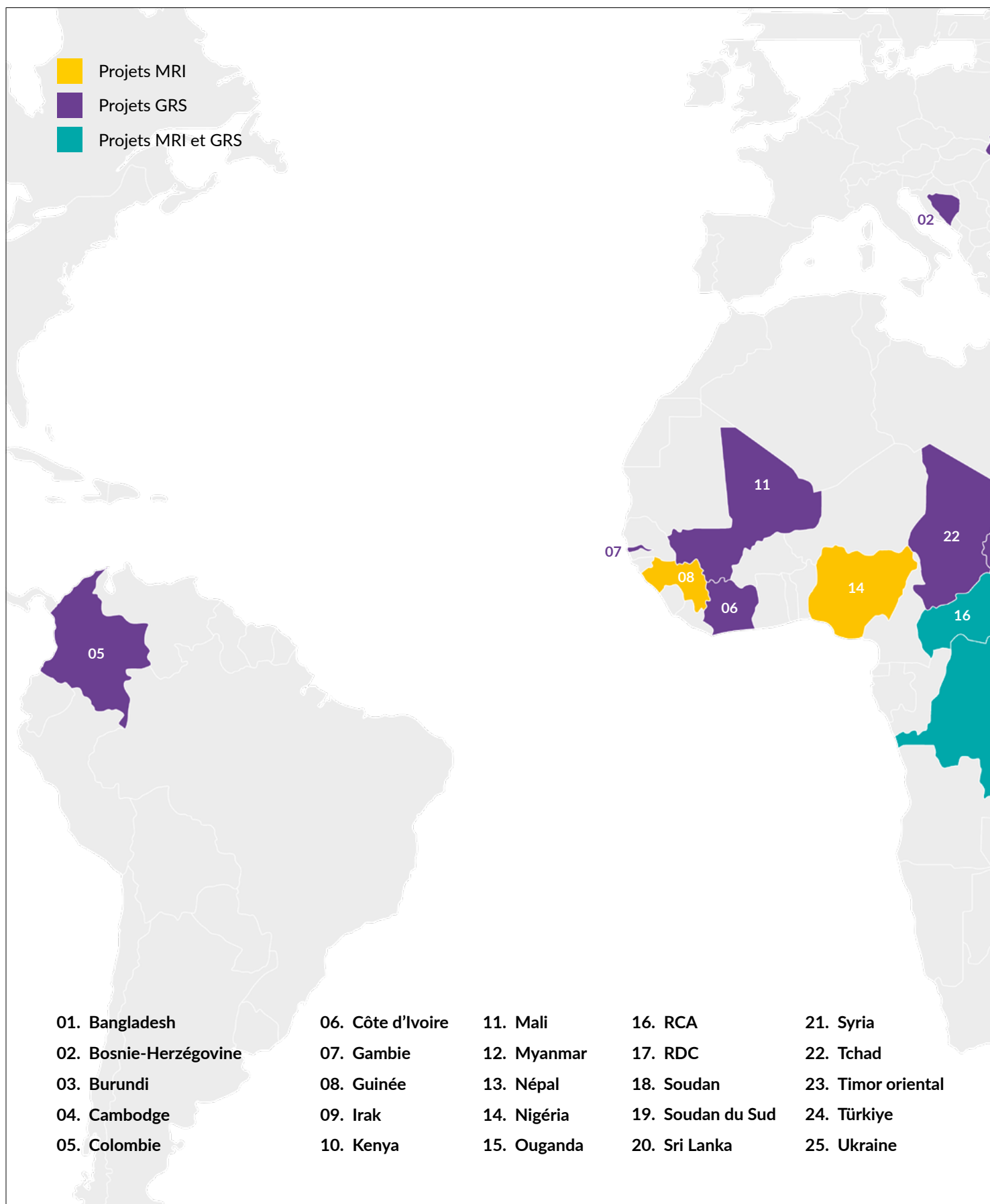
DIFFÉRENCE ENTRE SURVIVANT(E) ET VICTIME

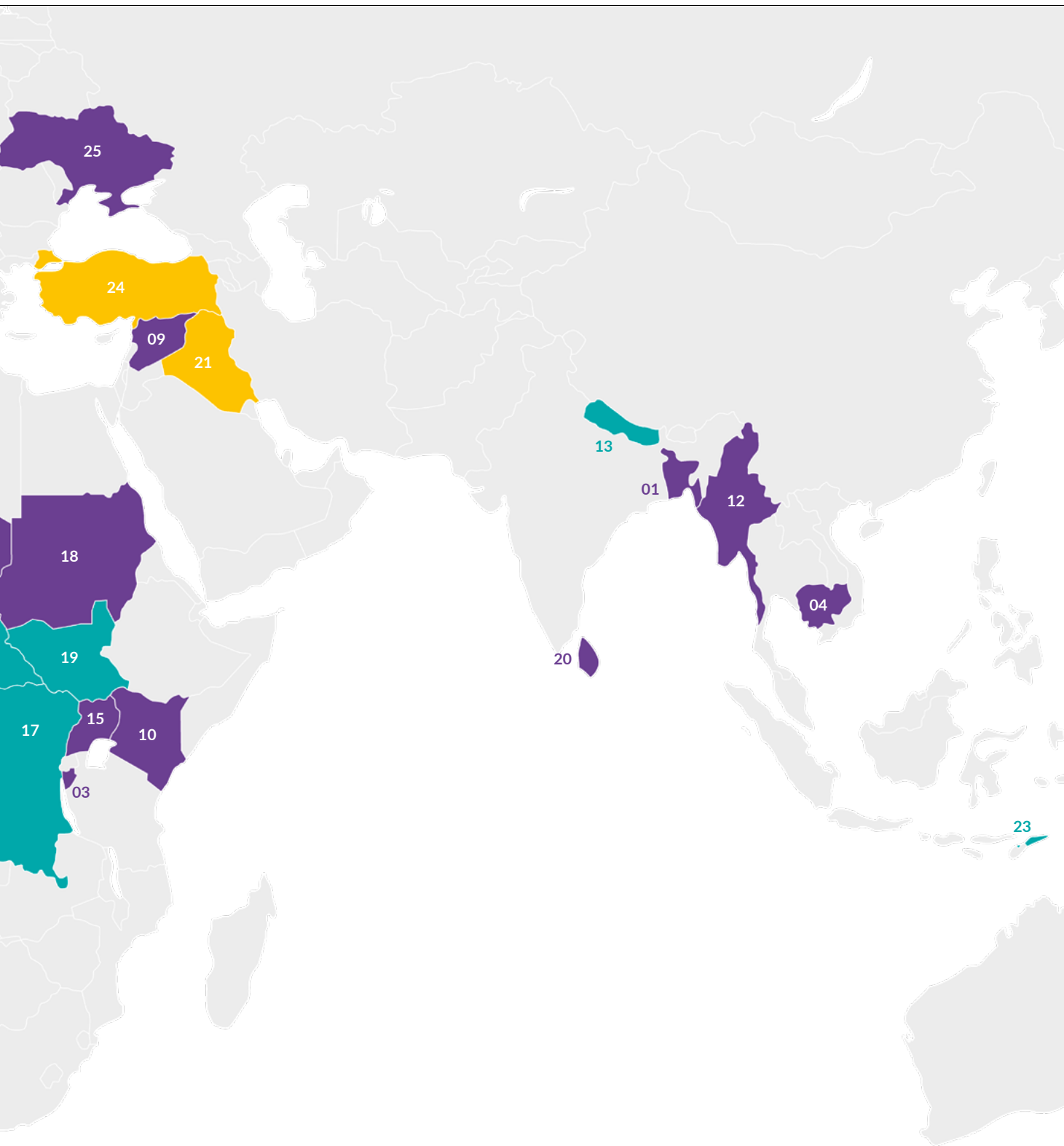
Personne qui a subi (individuellement ou collectivement) un préjudice du fait d'une violation flagrante du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit humanitaire. Le terme survivant(e) est considéré par de nombreuses victimes comme synonyme de pouvoir, car il met en avant leur force et leur résilience, au lieu de se focaliser sur leurs souffrances, mais il est plus restreint que le terme victime, car il n'inclut pas les victimes décédées ni les victimes indirectes, comme les enfants nés de VSLC ou les autres membres de la famille. Il s'applique uniquement aux personnes qui ont subi directement des VSLC. GSF utilise ces deux termes, selon le contexte et les souhaits des personnes qui ont subi des préjudices.

Table des matières

Avant-propos	02
Acronymes	03
Définitions	04
Nos lieux d'intervention	06
Nos méthodes de travail	08
Co-création	09
La co-création à chaque stade de chaque projet de mesures réparatrices intérimaires (MRI)	10
Proposition d'un modèle de co-création à l'échelle mondiale	12
Un plaidoyer co-créé à l'échelle locale, régionale et internationale	13
Travail des survivant(e)s	14
Faciliter la rédaction d'une déclaration des survivant(e)s	14
Soutenir les réseaux de survivant(e)s	14
Une place pour les survivant(e)s autour de chaque table	15
Impact	18
Méthodologie d'évaluation de l'impact des MRI	18
Plaider et Guider: les deux faces d'une même médaille	19
Impact par le plaidoyer	19
Subventions aux partenaires	21
Rapport sur l'organisation	23
Ressources humaines	23
Communication	26
Protection des données	27
Gouvernance	27
Perspectives d'avenir	28
Donateurs et partenaires	29

Nos lieux d'intervention





Carte des projets de GSF dans le monde en 2022 © GSF

Nos méthodes de travail



Esther Dingemans (directrice exécutive de GSF) s'exprime lors de la conférence de l'Initiative sur la prévention des violences sexuelles commises en période de conflit (PSVI) à Londres, novembre 2022 © PSVI

GSF cherche à améliorer l'accès aux réparations pour les survivant(e)s de violences sexuelles liées aux conflits dans le monde entier grâce à une approche holistique. Pour ce faire, nous combinons diverses activités dans le cadre de nos trois piliers de travail fondamentaux : Agir, Plaider et Guider. Nous agissons en aidant nos partenaires à mettre en place des projets de MRI visant à fournir aux survivant(e)s des mesures réparatrices intérimaires. Ces projets ont pour but de créer un impact transformateur sur leur vie et de démontrer aux détenteur(rice)s d'obligations qu'une véritable réparation est possible et financièrement abordable. En outre, nous plaidons aux niveaux local, régional et international pour que les détenteur(rice)s d'obligations prennent des mesures urgentes pour fournir une réparation aux survivant(e)s de VSLC, d'une manière véritablement centrée sur les survivant(e)s et par un processus de co-création. Nous guidons également les détenteur(rice)s d'obligations et les autres acteur(rice)s, en apportant un soutien et une expertise lorsque les États ou la communauté internationale décident de mettre en œuvre des programmes de réparation pour les survivant(e)s de VSLC. Dans la mesure du possible, nous cherchons à combiner diverses activités dans le cadre

de ces trois piliers pour avoir un plus grand impact transformateur pour les survivant(e)s.

Nous continuons d'investir dans notre étude mondiale sur les réparations (Global Reparations Study, GRS), qui constitue un outil important pour acquérir des connaissances et établir les bases de notre futur travail potentiel. Cette étude mondiale sur la situation des réparations et les opportunités offertes aux survivant(e)s de VSLC à travers le monde est effectuée avec un vaste réseau de partenaires et de survivant(e)s. Elle a pour but de permettre un dialogue approfondi avec les survivant(e)s, de recueillir leurs opinions et leurs perceptions concernant les réparations, afin de mieux cerner leurs besoins et de déterminer leurs attentes et leurs recommandations au sujet des réparations.

L'étude GRS vise à devenir une source mondiale d'information sur la situation réelle des réparations pour les VSLC à travers le monde et nous fournit de vastes connaissances, sur lesquelles nous nous appuyons pour prendre des décisions concernant nos programmes.

PARTENAIRES AU TIMOR ORIENTAL ET AU NÉPAL : DE L'ÉTUDE MONDIALE SUR LES RÉPARATIONS AUX PROGRAMMES

Le premier travail de GSF consiste à s'associer à de solides organisations locales pour mener l'étude mondiale sur les réparations. Lorsque la réalisation d'une étude nationale sur les réparations conduit à l'élaboration d'un projet de mesures réparatrices intérimaires (MRI), nous sommes tout à fait disposé(e)s à poursuivre les mêmes partenariats en entamant une nouvelle phase. C'est ce qui s'est passé au Timor oriental et au Népal.

Au Timor oriental, nous nous sommes associé(e)s à Asia Justice and Rights (AJAR) et à Assosiasaun Chega! Ba Ita (ACbit) pour réaliser l'étude. Fortes de leur longue expérience de l'utilisation d'outils communautaires innovants, AJAR and ACbit ont facilité un processus de recherche sur les actions participatives pour l'étude, qui a conduit à la création d'un groupe de survivant(e)s en octobre 2022.

Nommé Klibur Pirilampu, ce groupe est une nouvelle association nationale qui inclut des survivantes de violences sexuelles et leurs enfants. Il a pour but d'offrir aux survivantes de violences sexuelles et à leurs familles les moyens de se battre pour la vérité, la justice et des réparations. Klibur Pirilampu jouera un rôle capital en apportant un soutien des pairs et en sensibilisant les autres survivant(e)s dans le cadre du projet de MRI actuellement élaboré par GSF, ACbit et AJAR. Des

informations supplémentaires sont disponibles sur <https://asia-ajar.org> et <https://chegabaita.org>.

Au Népal, l'impressionnant travail de notre partenaire Nagarik Aawaz (NA) mérite tout autant de reconnaissance. Créée au pic du conflit au Népal en 2001, cette organisation de consolidation de la paix dirigée par des femmes vise à fournir des espaces sécurisés et un filet de sécurité pour soutenir les femmes et les jeunes touché(e)s par le conflit.

À travers des cercles de parole où les participant(e)s peuvent exprimer leur douleur et leurs traumatismes, NA aide ces dernier(e)s à devenir des médiateur(rice)s de paix en agissant sur la transformation des conflits et la consolidation de la paix. Lorsque GSF et notre partenaire, l'International Center for Transitional Justice (ICTJ), ont cherché un partenaire pour l'étude GRS au Népal, NA a été naturellement choisie pour son expérience dans l'engagement auprès des survivant(e)s.

En nous appuyant sur les constatations et les recommandations de l'étude, nous élaborons à présent conjointement des plans en vue d'un projet de MRI pour lequel la capacité de NA à créer des espaces sécurisés et des processus significatifs pour les survivant(e)s jouera un rôle capital. Des informations supplémentaires sont disponibles sur <https://nagarikaawaz.org.np/>.

Co-création

L'un des principes fondateurs de GSF consiste à adopter une approche centrée sur les survivant(e)s pour les trois piliers de notre travail. Cela signifie que nous plaçons les survivant(e)s au centre de notre travail pour concrétiser leur droit à des réparations et donner la priorité à leurs besoins et leurs souhaits, en faisant en sorte qu'ils/elles soient traité(e)s avec dignité et respect. En adoptant une approche centrée sur les survivant(e)s, nous cherchons à aller plus loin en nous assurant non seulement que les intérêts des survivant(e)s sont au cœur de tout ce que nous faisons, mais aussi en faisant en sorte que les survivant(e)s, en tant qu'ayants droit, aient une réelle influence sur les prises de décisions et jouent un rôle actif dans la conceptualisation, la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de chacune des activités de nos piliers Agir, Plaider et Guider. C'est ce que nous appelons la co-création.

Pour y parvenir, chaque axe de travail est déterminé avec les partenaires locaux et les survivant(e)s pour faire en sorte que ces dernier(e)s soient toujours au centre du processus décisionnel. Cette approche repose sur la

conviction que les aspects procéduraux et de fonds des réparations sont intrinsèquement liés et que seul(e)s les survivant(e)s peuvent vraiment savoir ce dont ils/elles ont besoin, ce qu'ils/elles veulent et comment ils/elles souhaitent procéder pour faire valoir leur droit à réparation. Le processus de recherche, de réclamation et de définition d'une réparation fait en soi partie du processus de réparation et de reconnaissance des survivant(e)s en tant qu'ayants droit. En collaboration avec nos partenaires, nous facilitons cela en saisissant toutes les occasions possibles d'offrir aux survivant(e)s la possibilité de s'approprier leurs processus et de faire en sorte que ceux-ci soient réparateurs et inclusifs.

La co-création peut inclure l'utilisation de diverses techniques participatives et souvent créatives, l'écoute active, ainsi que des conseils et échanges techniques sur les concepts relatifs à la réparation pour permettre aux survivant(e)s de formuler leurs priorités par rapport à leurs droits, d'en définir les modalités et de plaider en ce sens.



La contribution de toutes les personnes concernées, regroupées autour d'une même table pour chercher ensemble des solutions, voilà ce qu'est la co-création. C'est une amélioration de l'approche centrée sur les survivant(e)s, qui va au-delà de la simple inclusion pour concevoir et construire ensemble.

- Jacqueline Mutere, fondatrice et directrice de Grace Agenda, oratrice lors de l'événement de GSF à UNGA



Visite en République démocratique du Congo, novembre 2022. De gauche à droite : Esther Dingemans (directrice exécutive de GSF), Christelle Songolo (coordinatrice terrain de la Fondation Panzi), Jean-Jacques Nsibula (coordinateur de projet de la Fondation Panzi), et Thésée-Aurore Makaba (chargée de projet senior et conseillère en réparations de GSF) © Trinity Studio RDC

La co-création à chaque stade de chaque projet de mesures réparatrices intérimaires (MRI)

La co-création est un élément fondamental de chaque composante au sein de chaque projet de MRI. Dès les tout premiers échanges avec les partenaires du projet, et jusqu'à sa fin, les survivant(e)s en sont parties prenantes et sont activement impliqué(e)s dans toutes les décisions.

Au Nigeria, par exemple, durant la phase de détermination du champ d'action du projet de MRI, nous avons collaboré avec le Centre for Girls Education (CGE) et la Youth Initiative Against Terrorism (YIAT) pour nous rapprocher des survivant(e)s de Boko Haram afin de cerner le contexte, concevoir un projet de MRI, mais aussi recueillir leurs opinions sur les mesures réparatrices intérimaires spécifiques au contexte. Les survivant(e)s ont cité en priorité l'éducation et l'aide à l'emploi comme étant leurs principaux besoins de réparation intérimaire. Ce processus de co-création nous a non seulement assuré de bâtir ce projet d'une manière vraiment centrée sur les survivant(e)s, mais nous a aussi fourni des informations essentielles sur les besoins des enfants survivants et sur l'éducation en tant que forme de réparation.

Au Soudan du Sud, au Timor oriental et au Népal, des ateliers ont été organisés avec des survivant(e)s et des organisations partenaires (Active Youth Agency (AYA), Centre for Inclusive Governance, Peace and Justice (CIGPJ), Crown the Women (CREW), Rights for Peace (RfP) et Steward Women (STW) au Soudan du Sud; Nagarik Aawaz (NA) au Népal; Kdei Karuna Organisation au Cambodge; AJAR et ACbit au Timor oriental) pour commencer à définir le cadre des projets de MRI.

Le projet de MRI mené en Türkiye auprès des survivant(e)s syrien(ne)s a démarré en juillet, la co-création étant ici aussi au centre du travail. Nous nous sommes associés à l'Association of Detainees and the Missing in Sednaya Prison (ADMSP), une organisation dirigée par des survivant(e)s qui met en avant le sort des personnes disparues et des victimes de disparitions forcées dans la

tristement célèbre prison de Sednaya, ainsi qu'en Syrie en général. L'intégration des points de vue des survivant(e)s a déjà permis d'identifier 432 participant(e)s au projet, d'une manière centrée sur les survivant(e)s et appropriée à la culture. Nous nous sommes également associé(e)s au Centre for Victims of Torture (CVT) pour offrir aux survivant(e)s des mesures réparatrices intérimaires et une prise en charge psychologique adéquate tout au long du projet.

La préparation du projet a également bien avancé en RCA, où nous travaillons en partenariat avec la Fondation Mukwege et l'Association des Femmes Juristes de Centrafrique (AFJC), et avons collaboré avec des survivant(e)s pour finaliser le plan de mise en œuvre.

L'an dernier, nous avons également fait des progrès dans l'exécution de MRI collectives, avec la construction d'un centre de survivantes en Guinée, qui offre un espace sécurisé aux survivantes ciblées par le projet, ainsi qu'aux survivantes de violences sexistes plus généralement. Les survivantes sont incluses dans la gouvernance du centre et joueront à l'avenir un rôle majeur dans sa gestion. L'inauguration du centre est prévue pour 2023.

De même, la construction de quatre centres a également débuté sur les sites du projet en RDC. Les survivant(e)s qui participent au projet ont co-créé le plan de conception et de déploiement de ces centres.

Dans le but d'intégrer et de promouvoir encore davantage le modèle de co-création, nous avons élaboré en 2022 une série d'outils pour les MRI, qui sera lancée en 2023. Destinée à faciliter la conception et la mise en œuvre des projets de GSF, cette série d'outils fournira également des connaissances à toute autre partie souhaitant mener des projets de mesures de réparation centrés sur les survivant(e)s par le biais d'un processus de co-création.





Il était très important d'impliquer les survivantes en tant que co-créatrices de ce projet, car ce sont elles qui connaissent l'ampleur de leur douleur, et surtout, qui savent de quoi elles ont besoin pour atténuer les conséquences de cette douleur, qui restera vive et inoubliable pour quasiment toutes ces femmes jusqu'à ce qu'elles obtiennent justice, et peut-être même au-delà.

- Aboubacar SYLLA, Organisation Guinéenne de Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen (OGDH), organisation partenaire en Guinée

MESURES RÉPARATRICES INTÉRIMAIRES (MRI)

Conscient que les réparations accordées par les États restent théoriques pour la grande majorité des survivant(e)s, GSF soutient la mise en œuvre de mesures réparatrices intérimaires (MRI) avec des partenaires locaux à travers des projets spécifiques. Le besoin de mesures réparatrices étant urgent, les MRI visent à reconnaître les préjudices infligés aux survivant(e)s et à leur offrir une réhabilitation, une indemnisation et une certaine forme de satisfaction, leur permettant de reconstruire leur vie et d'éviter certains tords irréparables associés à l'absence de réparations rapides.

La conception de ces projets, et des mesures spécifiques, débute par la question de savoir ce que signifie le mot « réparation » pour les survivant(e)s dans un contexte donné. En d'autres termes: de quoi a-t-on besoin pour qu'ils/elles redeviennent autant que possible la personne qu'ils/elles étaient avant les violences? Bien que la réponse à cette question varie, dans la plupart des projets de GSF, les survivant(e)s reçoivent une importante indemnisation financière, une aide à la subsistance, des bourses d'études,

une aide à la création d'entreprise, des formations sur la gestion des finances, un soutien psychologique et l'accès à des soins médicaux.

Les premières évaluations des impacts montrent que ces mesures intégrales peuvent transformer considérablement la vie des survivant(e)s, dans la dignité, à travers un processus qui est en soi réparateur.

Des MRI sont actuellement mises en œuvre ou préparées avec nos partenaires en Guinée, en Irak, au Népal, au Nigeria, en RCA, en RDC, au Soudan du Sud, au Timor oriental et en Türkiye (pour les survivant(e)s syrien(ne)s), et les bases d'un projet sont édifiées au Cambodge.

Entre 2020 et 2022, GSF a apporté des mesures réparatrices intérimaires à 2 250 survivant(e)s. GSF travaille actuellement au déploiement des MRI pour atteindre un plus grand nombre de survivant(e)s, tout en maintenant son approche centrée sur les survivant(e)s et son principe de co-création.

Proposition d'un modèle de co-création à l'échelle mondiale



L'événement de GSF en parallèle de la 77^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York, 22 septembre 2022 © Marie Perrault / GSF

En 2022, GSF a commencé à repenser l'approche classique de la participation des survivant(e)s en s'éloignant des consultations pour s'orienter vers le concept de co-création, formellement introduit dans la Déclaration de Kinshasa sur les droits à réparation et à la co-création des survivant(e)s et des victimes de violences sexuelles et sexistes liées aux conflits (voir ci-dessous).

En réponse à la vision des survivant(e)s sur ce qu'implique une véritable participation, GSF a organisé un événement parallèle de haut niveau durant la 77^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (UNGA) qui s'est tenue à New York au mois de septembre. Intitulé « Co-création de réparations avec les survivant(e)s de violences sexuelles liées aux conflits : enseignements tirés et pratiques d'excellence émergentes », cet événement a été co-parrainé par le Canada, les États-Unis, la France, le Japon, la République de Corée, le Royaume-Uni et l'Ukraine, ainsi que par le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit (OSRSG-SVC), et a été accueilli par la Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies.

L'événement s'est attaché à partager les enseignements tirés du modèle de co-création élaboré dans le cadre de notre projet de MRI, et à mettre en exergue la nécessité de co-créer des projets de réparation pour

les VSLC en collaboration avec les survivant(e)s et d'impliquer les acteur(rice)s étatiques, les ONG et les organisations de la société civile pour faire en sorte que les réparations changent la vie des personnes concernées. De nombreu(se)x intervenant(e)s exceptionnel(le)s ont accepté notre invitation à partager leurs expériences. Parmi eux/elles, des membres de notre propre conseil d'administration (Nadia Murad, Iryna Dovgan, le Dr Mukwege et Patricia Viseur Sellers) et de haut(e)s représentant(e)s de gouvernements, notamment la ministre canadienne des Affaires étrangères, Mélanie Joly, le ministre japonais des Affaires étrangères, Yoshimasa Hayashi, le ministre adjoint coréen des Affaires multilatérales et mondiales, Park Yongmin, la secrétaire d'État française chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux, Chrysoula Zacharopoulou, et le ministre d'État britannique du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, de l'Asie du Sud et des Nations Unies, envoyé spécial pour la prévention des violences sexuelles commises en période de conflit, Lord Ahmad of Wimbledon.

Cet événement, qui a mis au premier plan les propos des survivant(e)s, a été un succès et a fait connaître le concept de la co-création. Il a également poussé plusieurs États à demander une collaboration plus poussée et des recommandations concernant la poursuite des axes de travail sur la co-création.

Un plaidoyer co-créé à l'échelle locale, régionale et internationale

Le plaidoyer sous forme d'engagement peut jouer un rôle central en ravivant un sens de l'initiative individuel et collectif chez les survivant(e)s, et peut donc constituer un élément clé des réparations.

Nous cherchons à encadrer toutes nos initiatives de plaidoyer par rapport aux priorités définies par les survivant(e)s dans le cadre de l'étude GRS et de notre projet, ainsi que tous les échanges avec des organisations et réseaux de survivant(e)s. Nous veillons également à impliquer les survivant(e)s dans la conception et la mise en œuvre de ces activités, à travers notre propre travail de plaidoyer ou par le soutien apporté aux projets de plaidoyer menés par des partenaires. Les divers événements publics que GSF a tenus ou a organisés conjointement avec ses partenaires ont systématiquement impliqué des survivant(e)s dans la formulation des principaux messages et la mise à disposition d'une plateforme.

De Banjul à Londres, de La Haye à New York en passant par Kampala, des survivant(e)s militant(e)s ont utilisé ces plateformes pour se faire entendre et se placer au premier plan des débats politiques nationaux et mondiaux. Par exemple, grâce au soutien de notre partenaire, Rights for Peace (RfP), le réseau national de survivant(e)s du Soudan du Sud a organisé une réunion avec la Représentante spéciale du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit (SRSG-SVC), Pramila Patten, et la Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme au Soudan du Sud (CHRSS), au cours de laquelle les survivant(e)s de violences sexuelles liées aux conflits ont fait part de leurs préoccupations et de leurs priorités. En RCA, GSF a également facilité l'accès des représentant(e)s de survivant(e)s à des forums où ils/elles ont pu faire part de leurs priorités aux représentant(es) de l'État et au personnel de la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation.

L'étude mondiale sur les réparations (GRS) de GSF se veut être un outil de plaidoyer crucial, qui peut être utilisé par les survivant(e)s eux/elles-mêmes pour faire valoir leurs droits. Fruit d'une collaboration multipartite qui a permis aux survivant(e)s et aux partenaires locaux de se faire entendre, elle constitue un document faisant autorité, qui définit leurs expériences et leurs attentes, ainsi que leur vision de la concrétisation de leur droit à des réparations. Le lancement de chaque étude nationale sur les réparations dans le cadre de l'étude GRS se veut être lui-même un événement de plaidoyer conçu avec les contributions des survivant(e)s, où ces dernier(e)s jouent un rôle central en formulant publiquement leurs expériences et leurs exigences. Au lieu de laisser d'autres personnes présenter leurs expériences, ces lancements visent à offrir aux survivant(e)s une voix centrale dans la sphère politique et à renforcer leurs liens avec les principaux alliés et responsables politiques.

Sept études nationales sur les réparations ont été lancées en 2022 et les survivant(e)s ainsi que les organisations nationales qui ont travaillé avec eux/elles dans les pays respectifs (Bosnie-Herzégovine, Cambodge, Colombie, Gambie, Ouganda, Soudan du Sud et Ukraine) ont raconté leurs expériences et ont encadré les discussions avec les publics locaux et internationaux à propos de leurs priorités et de leurs recommandations sur la marche à suivre.

Des études nationales sur les réparations ont été finalisées (mais pas encore lancées) dans huit autres pays en 2022 : Côte d'Ivoire, Kenya, Myanmar, Népal, Soudan, Syrie, Tchad et Timor oriental. Trois études sont en cours, concernant le Burundi, la RCA et la RDC, et trois autres ont été entamées concernant le Bangladesh, le Mali et le Sri Lanka.

Travail des survivant(e)s

Faciliter la rédaction d'une déclaration des survivant(e)s

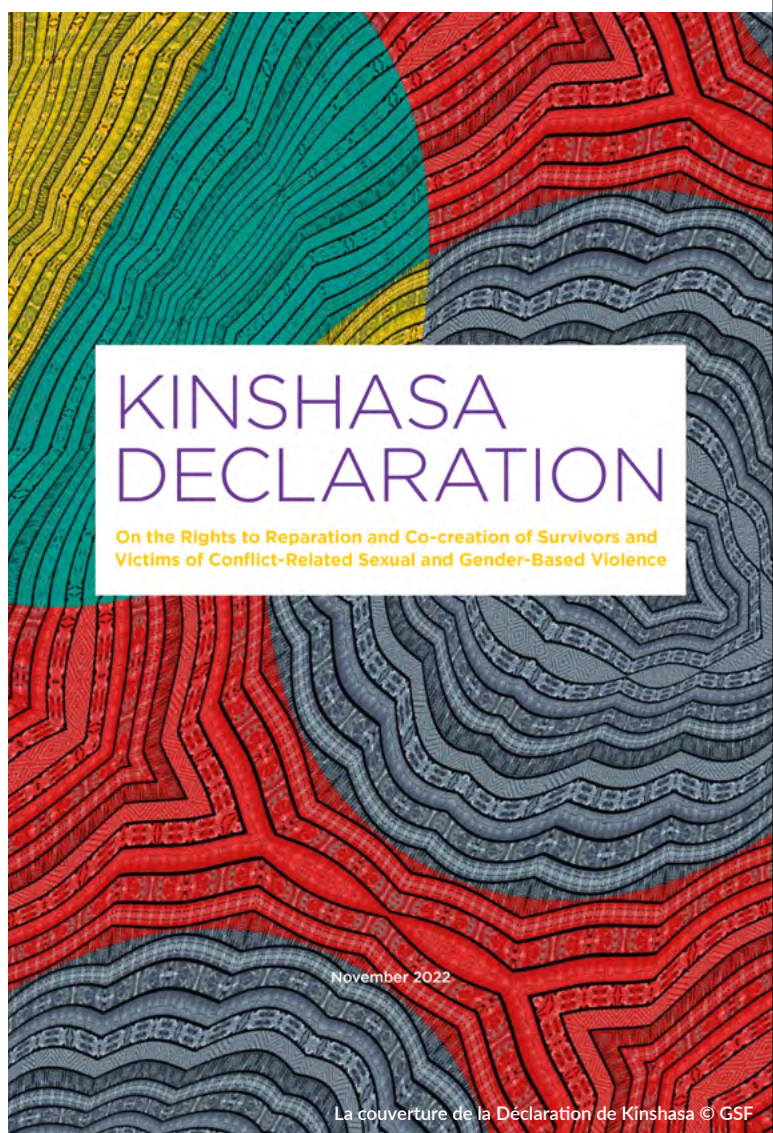
À la suite de l'audience sur les réparations pour les survivant(e)s de Kinshasa qui s'est tenue en RDC en novembre 2021, en partenariat avec Conjugal Slavery in War (CSiW) – York University Canada, Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral (SOFEPADI) en RDC, ainsi qu'avec des organisations de la société civile et des réseaux de survivant(e)s de 12 pays africains, nous avons facilité la rédaction de la Déclaration de Kinshasa sur les droits à réparation et à la co-crédation des survivant(e)s et des victimes de violences sexuelles et sexistes liées aux conflits. Cette déclaration, rédigée par des survivant(e)s, définit leur vision pour l'ensemble des survivant(e)s et des victimes à travers le monde, dans toute leur diversité. Elle affirme leurs droits à des réparations et à la co-crédation de programmes, d'institutions, de politiques et de stratégies de réparation à travers une participation significative dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de toutes les procédures en réparation.

La Déclaration de Kinshasa a été lancée lors d'un événement en marge de la 73^e session de la Commission africaine sur les droits de l'homme et des peuples à Banjul en octobre 2022, co-organisé par GSF et REDRESS, et animé et dirigé par des survivant(e)s qui avaient participé à la procédure d'élaboration de la déclaration. La direction assurée par des survivant(e)s a été un succès et ce format est aujourd'hui désigné, auprès des partenaires, sous le nom de « modèle de Banjul ». Durant cet événement, des membres de la commission, des survivant(e)s et d'autres participant(e)s ont discuté de l'importance d'une réparation effective pour les survivant(e)s dans toute l'Afrique et de la nécessité d'adopter un processus de co-crédation tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes de réparations.

Soutenir les réseaux de survivant(e)s

La co-crédation équivaut à collaborer sur un pied d'égalité avec les survivant(e)s, dans tous les axes de travail de GSF. À cet effet, nous soutenons les propres activités des survivant(e)s visant à améliorer l'accès aux réparations dans le cadre de leurs associations et de leurs réseaux. Dans certains pays, cet engagement a pris la forme d'un soutien apporté à la naissance d'un réseau de survivant(e)s embryonnaire (Soudan). Dans d'autres pays, GSF et ses partenaires ont facilité l'accès aux institutions publiques et aux espaces politiques où les survivant(e)s n'auraient autrement pas eu la possibilité de se faire entendre.

En RDC, nous avons soutenu la participation du Mouvement national des survivant(e)s dans les divers échanges autour du projet de MRI et les enseignements qui en ont été tirés. Le mouvement a échangé avec des représentant(e)s de gouvernements et le cabinet de la Première Dame, dans le but d'influencer l'élaboration de la politique nationale de réparation pour les survivant(e)s de VSLC. GSF a également soutenu la participation



directe de la coordinatrice du mouvement dans les discussions de la commission créée pour établir le Fonds national de réparation (FONAREV).

En RCA, GSF a également soutenu la participation de la coordinatrice du Mouvement des Survivantes de Violences Sexuelles en Centrafrique (MOSUCA) dans la création et le travail du Comité stratégique sur les violences sexuelles et sexistes liées aux conflits, créé par M. Faustin-Archange Touadéra, Président de la RCA.

Nous cherchons également à fournir des subventions et un soutien direct aux organisations de survivant(e)s, telles que celles impliquées dans l'élaboration de la Déclaration de Kinshasa, pour leur permettre d'élaborer et de mettre en œuvre leurs propres projets de plaidoyer nationaux et de renforcer leurs capacités et leurs ressources de plaidoyer. Cela peut inclure un soutien pour la formation, la création de liens avec des acteur(ric)e(s) pertinent(e)s de la société civile, l'établissement de liens avec des institutions publiques et la création de réseaux avec d'autres organisations de survivant(e)s.

CO-CRÉATION AVEC ADMSP (ASSOCIATION OF DETAINEES AND THE MISSING IN SEDNAYA PRISON)

La co-création de projets de MRI implique de travailler avec des partenaires qui sont proches des survivant(e)s et qui peuvent véritablement comprendre ce qu'ils/elles traversent.

En Türkiye, nous collaborons avec ADMSP, une association de survivant(e)s créée en 2017, qui cherche à découvrir la vérité et à obtenir justice pour les personnes détenues en Syrie en raison de leurs opinions ou activités politiques. Dans le cadre de son mandat, ADMSP cherche également à mettre en avant le sort des personnes disparues et des victimes de disparitions forcées dans la tristement célèbre prison de Sednaya, ainsi qu'en Syrie en général, et promeut la reconnaissance des préjudices subis par les détenu(e)s.

Avec l'aide du Centre for Victims of Torture (CVT), ADMSP dirige un centre familial proposant des services de réhabilitation axés sur la santé psychologique aux survivant(e)s de torture, de guerre, de violences ou d'autres violations des droits de l'homme et crimes

liés aux conflits. Les services de soutien psychosocial sont ouverts à tou(te)s les Syrien(ne)s de plus de 18 ans qui présentent des symptômes dus à la guerre. La méthodologie de ce centre, qui se concentre principalement sur le concept de résilience, est unique. Après une évaluation initiale, le/la survivant(e) est orienté(e) vers une prise en charge plus spécialisée, se voit prescrire des séances individuelles ou assiste à des séances de soutien psychosocial en groupe. Le principal objectif du centre est d'offrir un espace sécurisé aux victimes de guerre, où elles peuvent parler de leurs difficultés et de leurs traumatismes, apaiser leurs symptômes de troubles de stress post-traumatique, développer des mécanismes d'adaptation et améliorer le regard qu'elles portent sur la vie pour réduire leur anxiété et leur dépression. Ces deux dernières années, le centre familial a pris en charge des centaines de Syrien(ne)s qui ont souffert de circonstances extrêmes durant la guerre. Des informations supplémentaires sont disponibles sur www.admsp.org.

Une place pour les survivant(e)s autour de chaque table

Pendant des décennies, les discussions politiques et pratique ainsi que les axes de travail sur la réparation des violences sexuelles liées aux conflits ont eu lieu sans la présence de survivant(e)s. L'engagement dans la co-création implique de faire tout son possible pour que les survivant(e)s aient une « place à table » et puissent participer de manière significative à chaque discussion essentielle sur les réparations, au niveau local, régional ou international.

Tout au long de l'année, nous avons eu l'honneur d'être accompagné(e)s par nos collègues et par des survivant(e)s militant(e)s à divers moments clés, y compris lors de l'événement en marge de la 77e Assemblée générale des Nations Unies (UNGA) à New York, intitulé « Co-création de réparations avec les survivant(e)s de violences sexuelles liées aux conflits : enseignements tirés et pratiques d'excellence émergente ». A cette occasion, Ryad Avlar, survivant militant et co-fondateur de ADMSP, a raconté son atroce expérience personnelle de torture en détention en Syrie pendant 21 ans. Il a évoqué l'importance pour les survivant(e)s de pouvoir s'unir, d'avoir des programmes de réparations personnalisés et d'être entendu(e)s en tant que survivant(e)s dans le cadre du processus de guérison. Iryna Dovgan, survivante militante originaire d'Ukraine et membre du conseil d'administration de GSF, a également mentionné le traumatisme additionnel causé par le silence et la non-reconnaissance par la société de ce qu'ont subi les survivant(e)s, ainsi que le besoin de réparation pour permettre aux victimes de reprendre leur vie.

La séance consacrée à l'urgence des réparations, organisée à l'occasion de la conférence de l'initiative sur la prévention des violences sexuelles commises en période de conflit (Preventing Sexual Violence in Conflict

Initiative, PSVI) à Londres en novembre 2022, a été animée par la survivante militante Jacqueline Mutere, fondatrice et directrice de Grace Agenda. Jackline Nasiwa, éminente représentante de la société civile et fondatrice du Centre pour l'inclusivité de la gouvernance, de la paix et de la justice (Centre for Inclusive Governance, Peace and Justice, CIGPJ) au Soudan du Sud, a souligné que personne ne pouvait s'exprimer au nom des survivant(e)s et qu'il était de notre devoir de faire en sorte qu'ils/elles reçoivent de l'aide pour s'exprimer eux/elles-mêmes. Ryad Avlar, mentionné ci-dessus, a également fait part de son expérience concernant la co-création en Türkiye dans le cadre de son travail auprès de survivant(e)s syrien(ne)s. Les principaux orateur(ice)s ont également inclus des survivant(e)s à chaque lancement d'étude GRS.

Il est fondamental de faire en sorte que les personnes qui ont vécu des VSLC puissent se faire entendre et apporter leurs contributions dans ces instances, pour que les responsables politiques commencent à comprendre les besoins et les points de vue réels des survivant(e)s et à en tenir compte dans l'élaboration des programmes de réparation. Cette implication des survivant(e)s commence à apparaître comme une nouvelle norme, plutôt que comme une exception.



Jacqueline Mutere (fondatrice et directrice de Grace Agenda) et Silvia Acan (directrice générale de Golden Women Vision), oratrices pendant la conférence de l'initiative sur la prévention des violences sexuelles commises en période de conflit (PSVI) à Londres, novembre 2022 © PSVI





Panélistes de la session organisée par GSF lors de la conférence de l'initiative sur la prévention des violences sexuelles commises en période de conflit (PSVI) à Londres, novembre 2022.
De gauche à droite : Tatiana Mukanire (directrice du mouvement national des survivant(e)s en RDC), Grace Achan (membre du conseil d'administration de GSF), Iryna Dovgan (coordinatrice nationale de SEMA Ukraine et membre du conseil d'administration de GSF), Esperande Bigirimana (membre du réseau SEMA), Angela Escobar (membre du conseil d'administration de GSF) et Jacqueline Mutere (fondatrice et directrice de Grace Agenda) @ PSVI

Impact

Faire en sorte que notre travail ait un maximum d'impact pour les survivant(e)s constitue une priorité pour GSF, que ce soit à travers nos projets, notre plaidoyer ou notre support technique. En gardant ce point à l'esprit, nous avons investi dans nos capacités de suivi et d'évaluation au niveau des projets et nous commençons également à constater l'impact grandissant de nos initiatives de plaidoyer.

Méthodologie d'évaluation de l'impact des MRI

En 2022, nous avons poursuivi notre collaboration avec l'Institut néerlandais pour l'étude de la criminalité et de la répression (Netherlands Institute for the Study of Crime and Law Enforcement, NSCR) dans le cadre des évaluations longitudinales de l'impact des MRI sur la vie des survivant(e)s, effectuant une mesure finale en RDC ainsi que des mesures de base et intermédiaires en Irak.

À l'aide d'une approche méthodologique mixte incluant la prise de photos par des survivant(e)s, des discussions de groupe et un questionnaire testé et validé, l'évaluation fournit des informations sur le bien-être individuel des survivant(e)s, le bien-être des familles, la situation socio-économique, la cohésion de la communauté, la stigmatisation et le sentiment de reconnaissance et de justice. Cette évaluation évalue également la participation active des survivant(e)s dans le projet.

Après réflexion sur les précédents résultats issus du projet en Guinée, l'évaluation finale en RDC a montré une nette amélioration dans la vie des survivant(e)s suite à la mise en œuvre de mesures réparatrices intérimaires ; la note moyenne attribuée par les survivant(e)s en RDC concernant leur qualité de vie est passée de 2,5 à 7,0 sur une échelle de 0 à 10.

Les survivant(e)s se sentaient mieux sur le plan physique et psychologique, ce qui leur a permis de travailler, de pourvoir à leurs besoins de base et de s'investir pour eux-mêmes/elles-mêmes et leurs familles plus facilement. Suite au projet, 85 % des survivant(e)s interrogé(e)s en RDC ont fait état d'une amélioration de leur sentiment de dignité.

Les survivant(e)s avaient également le sentiment que leur statut social au sein de leurs familles et de leurs communautés s'était amélioré, et ont indiqué une diminution de la stigmatisation : le pourcentage de survivant(e)s interrogé(e)s en RDC qui avaient l'impression d'être l'objet de commérages ou d'être exclu(e)s sur une base hebdomadaire a baissé de 64 points de pourcentage entre la première et la dernière mesures.

Dans l'ensemble, les survivant(e)s étaient satisfait(e)s de leur participation au processus de MRI et des résultats. Ils/elles ont indiqué avoir reçu une importante reconnaissance et un sentiment de justice tout au long du projet, ce qui montre que le processus était en soi réparateur pour les survivant(e)s.

La méthodologie d'évaluation innovante élaborée et mise en œuvre par NSCR dans les trois projets pilotes est désormais systématiquement intégrée dans tous les projets de MRI à venir.

Une évaluation externe du travail de GSF, entreprise par l'Union européenne, a constaté que cette méthodologie qualitative et quantitative combinée était particulièrement adaptée à ce travail et cherchait à se concentrer sur les résultats réels plutôt que sur de simples réalisations. En outre, la méthodologie a été jugée rigoureuse et bâtie de façon à permettre que le processus d'évaluation soit en soi bénéfique pour les participant(e)s, en encourageant la réflexion individuelle et collective plutôt qu'une simple extraction d'informations.

Plaider et Guider : les deux faces d'une même médaille

Notre travail sur le terrain nous amène à repenser la mise en œuvre de notre modèle à trois piliers : Agir, Plaider et Guider. Bien que nous soutenions toujours la présentation de ces trois piliers, nous nous sommes rendu compte qu'ils n'étaient pas toujours mis en œuvre séparément. Les piliers Plaider et Guider font souvent partie intégrante du même travail dans la pratique ; le support technique que nous apportons aux gouvernements ne peut se faire sans un lobbying et une influence permanents, exercés par le biais d'un plaidoyer. L'importance de cette approche conjointe transparaît dans notre travail en RCA et en Ukraine.

En RCA, GSF a élaboré les bases de la mise en œuvre du projet de MRI et conseille la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation sur l'élaboration de son processus de réparation, tout en plaidant pour l'adoption d'une approche innovante centrée sur les survivant(e)s.

En Ukraine, nous avons concentré nos efforts sur le plaidoyer et le support technique apporté aux acteur(rice)s de gouvernements, aux survivant(e)s et aux organisations de la société civile. Nous avons signé un

protocole d'accord avec le bureau du Premier ministre adjoint préposé à l'intégration européenne et euro-atlantique et avec la commissaire du gouvernement préposé à la politique d'égalité des sexes, dans le but de soutenir la mise en place et la gestion d'un programme de réparations intérimaires d'urgence. Ce programme vise à répondre aux besoins immédiats des survivant(e)s de VSLC et d'éviter ainsi autant que possible des préjudices irréparables. Ce serait le premier de ce genre, car les réparations interviennent souvent des années, voire des décennies, après les faits de violence. Un tel programme pourrait aussi constituer les bases d'un programme national de réparation exhaustif, en mettant en place, par exemple, un registre des victimes.

Nous avons mené de multiples consultations auprès d'organisations de défense des droits de l'homme, telles que le Centre des droits de l'homme ZMINA et l'association ukrainienne des avocates « JurFem », d'acteur(rice)s de la société civile concerné(e)s, notamment l'Eastern-Ukrainian Centre for Civic Initiatives (EUCCI), et de la communauté des experts en Ukraine.

Impact par le plaidoyer

Notre travail permanent sur l'étude GRS nous a offert de multiples occasions de mener un plaidoyer stratégique, et le lancement de chaque étude nationale sur les réparations est préparé avec les survivant(e)s et avec nos partenaires pour maximiser la visibilité des principaux messages de plaidoyer. L'étude concernant la Bosnie-Herzégovine a été lancée en mars à Sarajevo. L'événement a été organisé par nos partenaires TRIAL

International et Vive Žene. En mars également, l'étude du Soudan du Sud a été lancée au cours d'un événement en ligne, parallèle à la 49^e session du Conseil des droits de l'homme, parrainé par les gouvernements français et norvégien. Une nouvelle table ronde sur les résultats de l'étude a été organisée à Juba en juin, à l'occasion de la Journée internationale de l'élimination des violences sexuelles commises en période de conflit.



L'événement de lancement de l'étude sur les réparations en Bosnie-Herzégovine à Sarajevo, le 2 mars 2022. De droite à gauche : Elmīr Ibralić (psychothérapeute à Vive Žene), Ajna Mahmić (conseillère juridique à TRIAL International), Adrijana Hanušić Bećirović (conseillère juridique principale), et Una Bejtović (modératrice) © TRIAL International



Cecilia Herrera, une militante survivante, proclamant un poème de sa création lors du lancement de l'étude sur les réparations en Colombie en mai 2021. © Carlos Arias

Au mois de mai, nous avons lancé l'étude nationale sur les réparations concernant la Colombie à Bogotá, lors de la Journée nationale pour la dignité des victimes de violences sexuelles, et organisé une table ronde réunissant des survivant(e)s, des organisations de la société civile (y compris nos partenaires dans le recueil de données : Asociación de Mujeres Afrodescendientes del Norte del Cauca (ASOM), Caribe Afirmativo, GENFAMI, La Red Nacional de Mujeres), des représentant(e)s des mécanismes de justice transitionnelle créés par l'Accord de paix définitif, tels que la Juridiction spéciale pour la paix et la Commission Vérité, et des institutions clés impliquées dans l'exécution des réparations, telles que l'Unité des victimes et le ministère de la Santé.

Le lancement des études concernant l'Ukraine et le Cambodge a eu lieu au mois de juillet, la première lors d'un événement hybride, en marge de la 50^e session du Conseil des droits de l'homme, et la deuxième en ligne. En ce qui concerne le lancement de l'étude sur l'Ouganda, GSF, l'International Center for Transitional Justice (ICTJ) et Women Advocacy Network (WAN) ont organisé deux événements nationaux en octobre et ont effectué un autre lancement international lors d'un événement en marge de la 21^e session de l'Assemblée des États de la Cour pénale internationale à La Haye, au mois de décembre, où nous avons également lancé l'étude concernant la Gambie.

Comme le montrent les exemples de l'Ukraine et de la RCA mentionnés ci-dessus, les discours politiques sur les réparations ont évolué à différents niveaux au cours de l'année. Au vu de cette dynamique, nous espérons que l'approche des réparations pour les survivant(e)s de VSLC sera de plus en plus centrée sur les survivant(e)s et adoptera une méthodologie de co-création, créant un changement de paradigme dans ce domaine, pour que cela bénéficie au maximum aux survivant(e)s.

À l'échelle mondiale, avec la contribution de survivant(e)s et de nos partenaires, notre équipe a progressé dans l'élaboration et la formalisation de sa stratégie de plaidoyer, en identifiant quatre domaines prioritaires : le besoin de reconnaissance et d'action urgente, la co-création en tant que norme mondiale, la mobilisation de financements et les enfants en tant qu'ayants droit. Ces priorités continueront de guider les priorités de GSF en matière de plaidoyer et le travail y afférant au cours des prochaines années.



Kateryna Busol (avocate ukrainienne, à gauche) et Amal Nassar (à droite), co-auteurs de l'étude sur les réparations en Ukraine à l'évènement de lancement à Genève, juillet 2022 © Marie Perrault / GSF

Subventions aux partenaires

Parvenir à une co-création avec les survivant(e)s dans chaque contexte spécifique est un processus délicat, et qui prend du temps. Ce processus est également imprévisible à bien des égards et ne peut être programmé dans un cadre de projet et de budget trop rigide. Nous avons donc développé une méthodologie de partenariat et de projet qui tient compte de cette réalité, permettant une certaine flexibilité afin de garantir des résultats de qualité pour les survivant(e)s. Lorsque cela s'avère nécessaire, nous adaptons les subventions, les activités envisagées et les délais. C'est un processus qui évolue en fonction des chemins de guérison des survivant(e)s au lieu d'attendre que ces chemins se conforment à un plan de projet préétabli.

Les subventions sont accordées dans le cadre de contrats de partenariat flexibles. 50 % des coûts d'exploitation de GSF (et plus de 60 % de la mission sociale) sont dépensés par l'intermédiaire de partenaires, à qui GSF attribue des subventions pour mettre en œuvre des projets selon la méthodologie expliquée ci-dessus.

Cette méthodologie de co-création implique de s'associer avec des organisations qui n'ont pas forcément encore mis en place toutes les procédures et outils de gestion administrative nécessaires. Nous sommes convaincu(e)s que notre approche localisée valorise cependant la reconnaissance de la capacité d'action, l'expertise et les connaissances des acteurs nationaux. Cette valeur repose sur l'idée que nos organisations partenaires ne sont pas de simples bénéficiaires de subventions, mais des participant(e)s actif(ve)s dans les processus décisionnels et dans l'élaboration de solutions répondant à leurs besoins. Nous voulons, pour cela, fournir des financements et des ressources adéquats pour que nos partenaires disposent des infrastructures, des équipements et du personnel

nécessaires, et assouplir les exigences de conformité, en sachant que les budgets complets ne sont pas nécessairement connus à l'avance.

Les partenariats doivent être bâtis sur la base d'un respect et d'une confiance réciproques, où toutes les parties apportent leur expertise et leurs ressources pour servir un objectif commun, ce qui permet une appropriation partagée. Avant de conclure des contrats avec nos partenaires (incluant l'attribution de subventions destinées à la mise en œuvre de mesures réparatrices intérimaires, mais aussi de projets plus globaux dans le cadre des piliers Plaider et Guider), nous engageons donc une procédure de revue préalable ('due diligence'). Il s'agit surtout de détecter ainsi les lacunes en matière par exemple de : protection contre l'exploitation et les abus sexuels, protection des données et gestion financière. Cette procédure a été testée et peaufinée tout au long de l'année 2022 et 16 partenaires potentiels ont ainsi été évalués. Cela nous a permis d'ajuster les diverses étapes de cette procédure de revue préalable ('due diligence'), pour mieux évaluer la pertinence du potentiel partenariat à venir et les risques potentiels qu'il pourrait représenter pour notre organisation, mais aussi pour déterminer les domaines dans lesquels nous devons renforcer et soutenir le partenaire, et donner des pistes sur la meilleure façon de le faire - l'objectif étant d'assurer aux deux parties une compréhension de nos attentes mutuelles et une mise en œuvre solide du projet.

Nous voulons nous appuyer sur les partenaires pour que cette revue mette en avant le soutien/mentorat, en parallèle de ce que nous pouvons attendre de leur part, y compris leur compréhension du contexte, leur dynamique sociale et leur contexte politique, permettant ainsi une véritable co-création du projet.



Ce qui me plaît le plus, c'est que normalement, nous ne sommes invité(e)s qu'à mi-parcours (des projets), mais avec ce programme, nous sommes invité(e)s du début à la fin. J'éprouve un sentiment de justice.

- Un(e) survivant(e) de violences sexuelles liées aux conflits au Népal

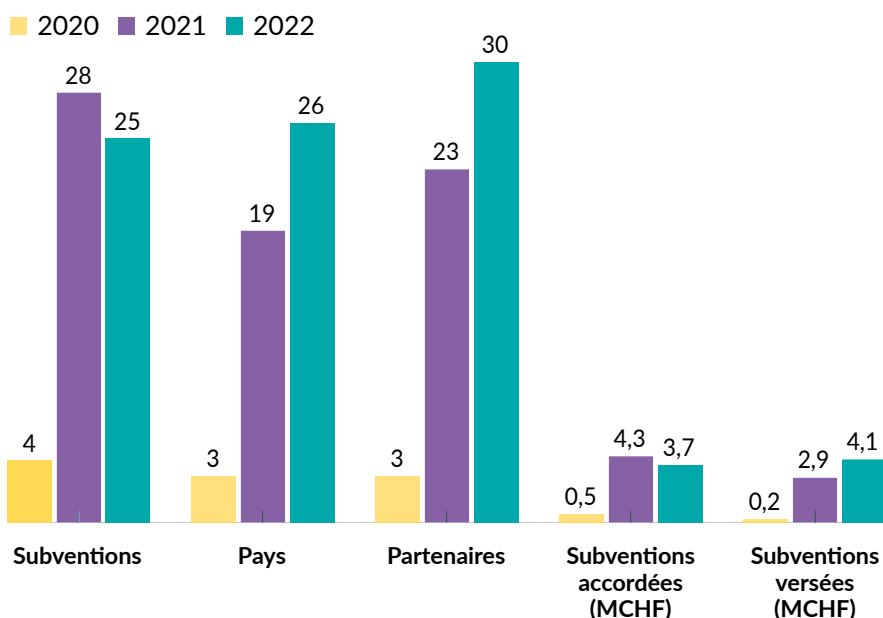
Subventions 2022 et cumul depuis 2020 (CHF)

	Année		Cumul en fin d'année	
	2022	2021	2021	2022
Subventions ACCORDÉES* (CHF)	3'698'015	4'824'023	4'824'023	8'522'037
Nombre de subventions	25	32	32	57
Nombre de pays	26	19	19	26
Nombre de partenaires	30	24	24	35
Subventions VERSÉES** (CHF)	4'080'734	3'078'836	3'078'836	7'159'570
Versées vs Accordées			64%	84%
Mise en œuvre via les partenaires				
vs dépenses consacrées à la mission social	63%	61%	61%	62%
vs total des coûts d'exploitation	50%	49%	49%	50%

* Subventions accordées = budgets approuvés et intégrés dans les accords de partenariat signés avec les partenaires de mise en œuvre

** Subventions versées = paiements effectués par GSF aux organisations partenaires

Subventions aux partenaires



GSF a accordé 25 nouvelles subventions en 2022 (dont 10 pour l'étude mondiale sur les réparations, 10 pour des projets dans le cadre des piliers Plaider et Guider, et 5 pour des projets de mesures réparatrices intérimaires), portant le nombre total cumulé depuis 2020 à 57 subventions accordées à 35 partenaires différents, couvrant 26 pays de mise en œuvre.

Le montant total cumulé directement accordé par GSF à ses partenaires depuis sa création a atteint 8,5 millions de CHF fin 2022, dont 84 % avaient déjà été versés. Toutefois, fort de son expérience, GSF attribue à présent des subventions distinctes pour chaque phase des projets (plutôt que d'emblée sur la durée totale envisagée du projet), ce qui permet une meilleure visibilité et une plus grande flexibilité.

Une fois les subventions accordées par la signature d'un contrat de partenariat, et selon un budget détaillé, des versements sont ensuite effectués aux partenaires en plusieurs tranches, généralement trimestrielles,

en fonction de l'état d'avancement du projet et du prévisionnel des dépenses pour les mois à venir.

Des équipes mixtes composées de coordinateur(rices) des programmes et de coordinateur(rices) des finances expérimenté(e)s ont été mises en place tout au long de l'année 2022. Elles suivent conjointement chacun des partenaires et la progression de la mise en œuvre de leur(s) projet(s), via des contacts et points de situation réguliers, une revue approfondie des rapports périodiques soumis (narratifs et financiers), des visites aux partenaires et sur les lieux des projets, mais aussi avec des échanges constructifs en apportant des conseils, un renforcement de leurs compétences, et de la formation lorsque nécessaire.

GSF ne se considère pas comme un bailleur de fonds traditionnel, mais plutôt comme un expert et partenaire compréhensif et flexible, qui cherche à assurer le succès des projets lancés et financés via ces subventions.

Rapport sur l'organisation

Ressources humaines

Nous avons enregistré une importante croissance en 2022, laquelle a apporté à notre équipe un large éventail de talents et d'expertise. À la fin de l'année, l'équipe de GSF comptait 31 membres, basé(e)s en Suisse et dans le monde entier. Nous avons eu la chance de profiter de l'énergie, de l'enthousiasme et de l'expertise de dix stagiaires tout au long de l'année, mais aussi des services spécialisés de 30 consultant(e)s, qui nous ont apporté divers services de conseil, allant de la réalisation de visites de revue préalable ("due diligence") au soutien organisationnel, en passant par la participation aux rapports et à l'étude GRS.

Comme le prévoit notre plan stratégique, nous avons maintenu et renforcé notre ambition de recruter à l'international, pour rester proches de notre mission sociale, et étendre la présence de GSF dans les régions et les pays où nous intervenons. Cela a été possible grâce à une collaboration avec une société internationale de gestion des paies, qui nous a permis de recruter des membres du personnel dans des pays où GSF ne possède pas son propre bureau national ou régional, comme la RDC, le Vietnam ou l'Afrique du Sud.

Notre espace de travail initial étant devenu trop petit, nous avons emménagé dans de nouveaux bureaux au mois de septembre, ce qui nous a permis de nous retrouver à nouveau dans un environnement de travail.

Au mois de juin, nous nous sommes réuni(e)s en présentiel pour un exercice de consolidation d'équipe, qui a renforcé notre sentiment d'appartenance à une seule et même organisation.

En 2022, nous avons aussi entamé divers dialogues sur les valeurs fondamentales de GSF et avons créé un comité de bénévoles pour piloter cela. À l'issue d'une consultation exhaustive de l'ensemble du personnel, quatre valeurs essentielles ont émergé comme étant les principaux piliers sur lesquels nous souhaitons bâtir notre organisation : respect, intégrité, redevabilité et engagement. Ces valeurs fondamentales ont ensuite été intégrées à notre gestion des ressources humaines et au processus d'embauche des nouvelles recrues.

En nous appuyant sur les contributions faites par tous nos collègues au premier trimestre 2022, nous avons rédigé notre premier document définissant la façon dont nous voulons travailler ensemble et les principes clés que nous voulons adopter pour maintenir un environnement de travail sain, agréable et efficace au sein de GSF. 2023 sera certainement une année de consolidation, d'apprentissage et de bilan de nos précédentes expériences en matière de gestion et de développement de notre équipe.

Nous sommes extrêmement reconnaissant(e)s envers tous les membres de notre personnel pour leurs précieuses et incontestables contributions à notre mission sociale.



L'équipe de GSF lors de son inauguration à Genève, mars 2022 © Magali Girardin

Finances

REVENUS

En 2022, nous avons enregistré plus de 13 millions de francs suisses (CHF) de revenus, soit une hausse exceptionnelle de 65 % par rapport à 2021. Ces fonds provenaient principalement (70 %) des quatre gouvernements membres du conseil d'administration de GSF : la France, le Japon, la République de Corée et le Royaume-Uni. L'Union européenne a elle aussi continué à nous soutenir. En outre, durant la dernière partie de l'année, nous avons reçu des financements de nouveaux bailleurs publics, en particulier de la Belgique, de la Suisse et d'une autre branche du gouvernement français (le Centre de Crise et de Soutien, CDCS) - deux de ces subventions étant directement liées à l'Ukraine.

33 % des revenus de 2022 étaient des fonds libres, une part en diminution par rapport à l'année précédente (54 % en 2021), puisque tous les nouveaux financements reçus durant le dernier trimestre étaient des fonds affectés.

Nos financements proviennent donc toujours quasi exclusivement de sources publiques (gouvernements dans le cadre de leur coopération bilatérale, et institutions multilatérales). Bien que GSF n'ait pas encore cherché à collecter des dons privés de manière proactive, les contributions individuelles spontanées se sont montées à un peu plus de 14 000 CHF. La levée de fonds privés sera développée au cours des prochaines années.

DÉPENSES

Avec la poursuite des projets existants et le lancement de nouveaux projets et activités en 2022, GSF a poursuivi sa croissance, avec un volume de coûts d'exploitation en augmentation de 50 %, pour atteindre un niveau de 8,08 millions de CHF, contre 5,40 millions de CHF en 2021. Des activités ont été menées dans 24 pays de mise en œuvre, sur tous les continents.

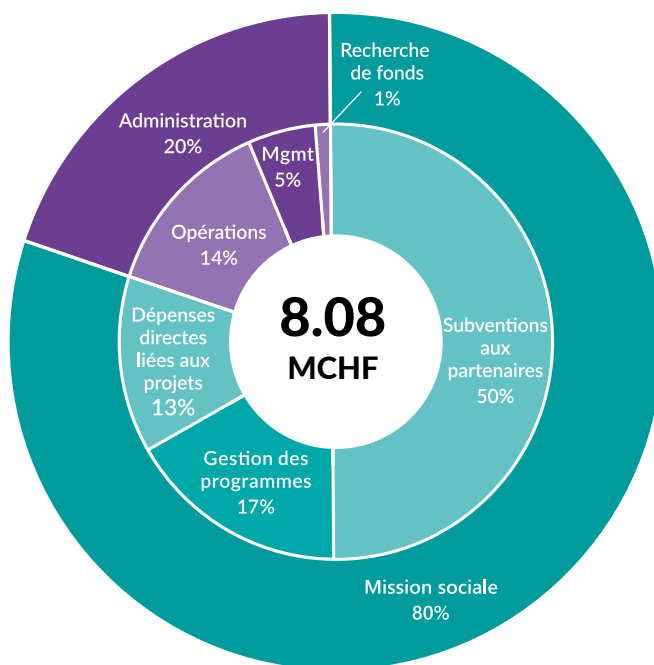
Les coûts directement liés à notre mission sociale représentent 80 % des coûts d'exploitation en 2022. Les subventions versées à nos partenaires représentent à elles seules 63 % de la mission sociale (soit 50 % de nos coûts d'exploitation totaux), ce qui montre que l'octroi de subventions est un vecteur essentiel de mise en œuvre de nos programmes.

MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES PAR PILIER ET PAR RÉGION

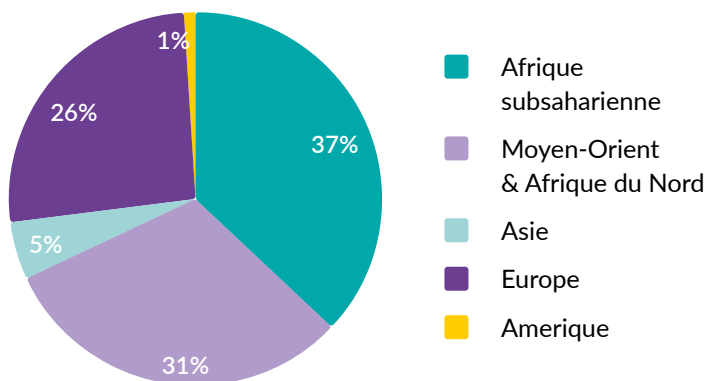
La ventilation des dépenses consacrées à notre mission sociale entre nos trois piliers en 2022 continue bien sûr à montrer que la majorité des dépenses correspond au pilier Agir (50 %) avec les projets de mesures réparatrices intérimaires, qui incluent des réparations individuelles aux survivant(e)s. Nous trouvons ensuite à part égale les dépenses en lien avec le pilier Plaider (25 %) avec notamment l'étude mondiale sur les réparations, mais aussi de nombreux événements de plaidoyer à l'échelle locale, régionale et mondiale, et celles en lien avec le pilier Guider (25 % également) qui connaît une hausse exceptionnellement importante cette année due principalement au projet en Ukraine.

En termes de couverture géographique, l'accent est toujours mis majoritairement sur l'Afrique subsaharienne, qui représente 37 % des dépenses ciblées (1,72 million de CHF), réparties sur 13 pays.

Coûts d'exploitation en 2022



Dépenses par région (hors grands événements)



FONDS ET RÉSULTAT (CHF)

	TOTAL 2022	Affectés	Non- Affectés
Fonds en début de période	6 833 777	348 643	6 485 134
REVENUS	13 324 787	8 939 364	4 385 423
DÉPENSES	8 592 928	6 199 902	2 393 026
Fonds en fin de période	11 565 636	3 088 105	8 477 531

Les plus grosses dépenses ont été consacrées à la République Démocratique du Congo (0,89 million de CHF), suivie de la Guinée, du Soudan du Sud et du Nigeria. Ensuite 31 % (1,45 million de CHF) ont été dépensés dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, principalement en Irak (1,1 million de CHF) et en Türkiye (pour les réfugié(e)s syrien(ne)s). La nouveauté en 2022 réside dans le démarrage de nouveaux projets: en Europe, qui représente 26 % de nos dépenses en 2022 (quasi exclusivement pour l'Ukraine, avec 1,2 million de CHF) mais aussi en Asie, notamment au Timor oriental.

Si l'on ajoute ces chiffres aux fonds restants reportés de l'année 2021 (6,8 millions de CHF), GSF a fini l'année 2022 avec un solde positif de près de 11,6 millions de CHF, lequel sera reporté sur 2023.

RÉSUMÉ DES COMPTES ANNUELS 2022 (CHF)

Fonds en début de période	6 833 777
Gouvernements membres du conseil d'administration	9 362 305
Autres gouvernements et institutions publiques	3 236 215
Institutions multilatérales	712 076
Donateurs individuels privés	14 191
REVENUS TOTAUX	13 324 787
Frais de personnel	2 502 164
Prestataires de services	754 839
Frais de déplacement	382 029
Subventions aux partenaires	4 080 734
Coûts de fonctionnement des bureaux	88 395
Événements et communication	209 166
Autres dépenses	575 601
DÉPENSES TOTALES	8 592 928
Fonds en fin de période	11 565 636

Fonds en début de période	6 833 777
France*	2 612 062
Japon*	2 089 080
République de Corée*	2 282 152
Royaume-Uni*	2 379 011
Belgique	986 179
France (CDCS)	1 965 036
Suisse (SDC)	285 000
Union Européenne	712 076
Particuliers et autres	14 191
REVENUS TOTAUX	13 324 787
ADMINISTRATION	1 582 655
PILIER « AGIR »	3 234 935
PILIER « PLAIDER »	1 607 096
PILIER « GUIDER »	1 656 219
DÉPENSES D'EXPLOITATION TOTALES	8 080 905
Résultat financier	512 023
DÉPENSES TOTALES	8 592 928
Fonds en fin de période	11 565 636

* Gouvernements membres du conseil d'administration de GSF

Pour plus de détails, veuillez consulter le rapport financier annuel 2022 distinct, disponible (en anglais uniquement) sur www.globalsurvivorsfund.org.

Communication

Tout au long de l'année 2022, l'équipe de GSF en charge de la communication a aidé les équipes des programmes à établir la position de l'organisation, à s'exprimer haut et fort avec et pour les survivant(e)s, en assurant une plus grande visibilité et une compréhension plus nuancée et plus globale de notre organisation et de son mandat.

ÉVÉNEMENTS

Alors que le monde a continué à s'ouvrir après la pandémie, nous avons constaté un retour des événements en présentiel ou en format hybride. GSF a participé à 65 événements différents, intégrant le sujet des réparations dans une panoplie d'événements liés aux VSLC tout au long de l'année, co-parrainant ou s'associant à d'autres organisations pour organiser 35 événements.

Nous avons également organisé l'inauguration officielle de GSF à Genève, en présence des membres de notre conseil d'administration, lors d'un événement qui s'est tenu au Club Diplomatique de Genève, au cours duquel nous avons présenté notre travail à plus de 80 invité(e)s issu(e)s de la communauté internationale et d'organisations de la société civile. Nous avons été honoré(e)s d'entendre le Dr Denis Mukwege et Nadia Murad expliquer leur vision et leurs aspirations pour le GSF.

PUBLICATIONS ET SUPPORTS AUDIOVISUELS

L'équipe en charge de la communication a soutenu la publication de sept études nationales sur les réparations, dans le cadre de l'étude mondiale sur les réparations (voir ci-dessus), et a coordonné la production de huit briefings pays ainsi que trois rapports thématiques.

Nous avons également produit 12 vidéos qui seront utilisées à diverses fins de communication et de plaidoyer. Chaque fois que nous utilisons ces supports, les participant(e)s sont entièrement informé(e)s de leur utilisation potentielle, et de leurs droits concernant les données à caractère personnel qu'ils/elles choisissent de communiquer.

RENFORCEMENT DE NOTRE PRÉSENCE ET DE NOTRE VISIBILITÉ EN LIGNE

Depuis le lancement du site Internet en 2021, nous nous sommes attaché(e)s à accroître sa visibilité et son trafic, atteignant plus de 150 000 vues durant l'année, soit une hausse de 1 094 % par rapport à 2021. Cette augmentation considérable nous a poussés à réfléchir à la façon de modifier encore davantage le site pour qu'il reste adapté à notre objectif et pour exploiter cette plus grande visibilité. La diversité géographique des consultations de notre site internet a également été remarquable et nous sommes ravi(e)s de constater une augmentation de l'accès depuis des pays dans lesquels nous sommes présent(e)s et actif(ve)s.

Nous avons également continué à nous impliquer activement sur les réseaux sociaux tout au long de l'année, en augmentant notamment de plus de 50 % le nombre de nos followers sur Twitter, et nous avons constaté une nette hausse de l'engagement actif à l'égard de nos publications tout au long de l'année.





Au Sinjar, de nombreu(ses)x survivant(e)s yézidi(e)s soulignent qu'il est très difficile d'accéder à une indemnisation et à d'autres formes de réparations, comme des soins médicaux ou un soutien psychologique; des mesures qui sont vitales pour les aider à reconstruire leur vie et leurs communautés. Le Global Survivors Fund est un acteur de changement pour les survivant(e)s, en Irak et partout ailleurs. Il travaille main dans la main avec les survivant(e)s et les organisations locales pour combler les lacunes afin que les survivant(e)s aient accès aux réparations qu'ils/elles méritent à juste titre.

- Nadia Murad

Nous nous efforçons, depuis nos débuts, de montrer au monde que les réparations sont possibles et financièrement abordables pour tou(te)s. Je constate souvent l'indifférence à laquelle se heurtent les demandes de réparations des survivant(e)s. L'inaction est un choix, un choix qui s'accompagne d'une injustice. Le Fonds choisit d'agir avec et pour les survivant(e)s. Il reconnaît la dignité des survivant(e)s, aide à transformer leur vie et guérit leurs communautés aujourd'hui, en faisant un pas de plus vers l'élimination, demain, des violences sexuelles comme arme de guerre.

- Dr. Denis Mukwege

Protection des données

Dans un monde sans cesse plus numérisé, la gestion déontologique des données à caractère personnel est une nécessité pour toute organisation qui se veut respectueuse d'une norme éthique stricte. Tout au long de l'année 2022, nous avons continué à développer notre compréhension des concepts de vie privée et de protection des données, et de leur importance inhérente en tant que composante de toute approche centrée sur les survivant(e)s.

Nous avons poursuivi le développement de notre cadre de protection des données et mené un programme de formation permanent pour l'ensemble de notre personnel, afin de développer la prise de conscience et la compréhension des raisons pour lesquelles des mesures

de protection des données doivent être prises à chaque niveau de l'organisation, et de la façon de procéder.

Adoptant une approche du développement de notre programme de confidentialité basée sur les risques, nous nous sommes principalement concentré(e)s sur le recueil, l'utilisation et la conservation des données à caractère personnel des survivant(e)s. Dans le cadre du pilier Agir, cela a impliqué d'intégrer les concepts et les outils de protection des données dans la méthodologie des projets de MRI pour garantir la vie privée dès la conception dans la mise en place de nos projets, dans le but d'atténuer dès le départ les risques liés au traitement des données des survivant(e)s.

En 2022, nous avons mené notre première mission de protection des données à Bangui, où nous avons dispensé aux partenaires des formations sur les concepts et l'application de la protection des données. Nous avons également entamé des discussions avec des survivant(e)s pour mieux comprendre leurs points de vue sur le traitement de leurs données à caractère personnel, dans

l'optique d'intégrer à l'avenir ces points de vue dans nos pratiques de gestion des données. Cette visite a permis une meilleure compréhension de l'importance de ce sujet dans toute approche centrée sur les survivant(e)s, y compris les principes de protection des données et la possibilité pour les survivant(e)s de déterminer de quelle façon leurs données à caractère personnel sont traitées.

Gouvernance

Le conseil d'administration de GSF est composé d'un groupe de diverses parties prenantes incluant des représentant(e)s de gouvernements et de la société civile, des spécialistes des réparations et des survivant(e)s de violences sexuelles liées aux conflits. Il supervise la stratégie, l'orientation politique, la redevabilité et la surveillance du travail de GSF. Le conseil d'administration compte actuellement 16 membres, dont le Dr Denis Mukwege au poste de président et Norbert Wühler élu co-président par le conseil d'administration en décembre. En 2022, deux réunions du conseil d'administration ont

eu lieu en présentiel, et une en ligne. Nous avons combiné la réunion du mois de mars avec l'inauguration publique de GSF à Genève, car il s'agissait de la première occasion de le faire après la pandémie de la COVID-19.

Les membres de notre conseil d'administration constituent une puissante force d'expression qui soutient notre mission. Ils/elles se sont engagé(e)s dans de nombreux événements à travers le monde, y compris dans l'événement organisé durant l'Assemblée générale des Nations Unies (UNGA) le 22 septembre à New York.

Perspectives d'avenir

2023 sera une année de réflexion avec un large éventail de parties prenantes, qui fera le bilan des enseignements tirés, consolidera notre travail et planifiera la nouvelle période stratégique à venir. La réflexion entamée sur le travail de nos projets et notre structure organisationnelle a mis en avant certaines thématiques clés qui joueront assurément un rôle important à l'avenir.

L'une de ces thématiques porte sur le financement des réparations pour les survivant(e)s de VSLC, en particulier au vu des opportunités que crée la réaffectation de biens (« repurposing of assets »). S'agissant de l'un des principaux domaines de notre stratégie de plaidoyer, nous chercherons à pousser la communauté internationale et certains États à reconnaître que les personnes responsables des violations ont un rôle à jouer dans le financement des réparations pour les survivant(e)s de violences sexuelles liées aux conflits et autres, à travers la réaffectation de biens, et à inciter d'autres parties prenantes à agir à cet égard.

L'urgence à fournir des réparations aux survivant(e)s de VSLC constitue un autre axe clé de notre travail. Les réparations doivent intervenir le plus tôt possible, même si un conflit perdure. De ce fait, il sera important de continuer à réfléchir à la façon dont les réparations (dirigées par les États) et les mesures réparatrices intérimaires (dirigées par la société civile) diffèrent de l'aide humanitaire apportée et interagissent avec cette dernière. Nous estimons qu'il s'agit d'un sujet important à aborder, par exemple dans un contexte comme l'Ukraine. Comprendre quelle forme peuvent prendre les réparations à un stade d'intervention précoce aidera à clarifier comment des mesures d'urgence peuvent et doivent être réparatrices. Cela est également lié à la réflexion sur la façon dont GSF intervient dans les situations de conflits prolongés et en cours.

En 2023, nous étudierons de près la concrétisation de notre travail dans le cadre de nos trois piliers

fondamentaux Agir, Plaidoyer et Guider. Les activités de plaidoyer (Plaidoyer) et de support technique apporté aux gouvernements en matière de réparations (Guider) sont étroitement liées et, dans bon nombre de situations, ne peuvent être séparées. Nous examinerons notre structure organisationnelle pour resserrer effectivement les liens entre ces deux piliers dans la pratique. Nous réfléchirons également à la façon d'intensifier notre travail et de venir en aide à un plus grand nombre de survivant(e)s, tout en maintenant la qualité de notre travail (en nous appuyant sur les enseignements tirés et les outils que nous avons développés) et en examinant nos modèles existants.

Parallèlement à cela, nous commencerons à mettre en œuvre une nouvelle politique qui reflétera notre vision de la collaboration avec nos partenaires, en clarifiant la nature réciproque des partenariats. Cela inclut un dialogue permanent sur la façon dont nous pouvons soutenir au mieux nos partenaires, en les aidant à développer leurs capacités dans certains domaines, mais aussi sur ce que nous pouvons apprendre d'eux, du fait notamment de leurs approches communautaires et de leurs liens étroits avec les survivant(e)s.

Toutes ces questions seront étudiées lorsque nous ferons le bilan des enseignements tirés de notre plan stratégique 2020-2023, en recueillant des informations issues de nos projets pilotes et en s'appuyant sur ces dernières pour élaborer le nouveau plan stratégique pour 2024-2030. Nous voulons qu'il s'agisse d'un processus ascendant impliquant toutes les parties prenantes, y compris les survivant(e)s, les partenaires, les donateur(ice)s, le personnel de GSF, les membres du conseil d'administration et des spécialistes extérieurs. Nous voulons en particulier obtenir des commentaires de la part des survivant(e)s et des partenaires sur ce qui a fonctionné durant les projets passés et en cours, et sur ce que nous pourrions faire différemment, parallèlement à l'examen de notre structure organisationnelle.

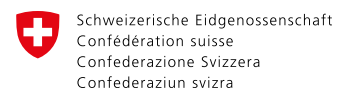
Donateurs et partenaires

Rien de ce que nous faisons ne serait possible sans l'immense soutien de nos donateur(rice)s, de nos partenaires et de nos sympathisant(e)s, à qui nous exprimons notre plus profonde gratitude pour nous permettre de poursuivre notre mission afin d'améliorer partout l'accès aux réparations pour les survivant(e)s de violences sexuelles liées aux conflits.

PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE

Active Youth Agency (AYA), Aiding Disadvantaged and Traumatized Women and Girls Association (ADWANGA), Asia for Justice and Rights (AJAR), Association of the Detainees and the Missing in Sednaya Prison (ADMSP), Association des Femmes Juristes de Centrafrique (AFJC), Association des Juristes Maliennes, (AJM), Association des Victimes, Parents et Amis du 28 Septembre 2009 (AVIPA), Association Tchadienne pour la Promotion et la Défense des Droits de l'Homme (ATPDH), Asociación de Mujeres Afrodescendientes del Norte del Cauca (ASOM), Assosiasaun Chega! Ba Ita (ACbit), Ave Fénix, Avocats Sans Frontières Canada (ASFC), Bangladesh Legal Aid and Services Trust (BLAST), Blue Bird, Caribe Afirmativo, Casa Diversa, Centre for Girls Education (CGE), Centre for Inclusive Governance, Peace and Justice (CIGPJ), Center for Victims of Torture (CVT), Civil Society Organisation Network (CSO Network), Confédération des Organisations de Victimes de la Crise Ivoirienne (COVICI), Conflict Victim Women National Network (CVWN), Dr. Denis Mukwege Foundation, Dejusticia, Development Research and Projects Center (dRPC), Dialogue and Research Institute (DRI), Eastern Ukrainian Center for Civic Initiatives (EUCCI), Femmes Droit et Développement en Afrique (WILDAF), Fondation Panzi, Fundación para el Desarrollo en Género y Familia (GENFAMI), Gender Platform for Transitional Justice (GPTJ), Grace Agenda, Grassroot Research Association, Groupe de Recherche, d'Etude, de Formation Femme-Action (GREFFA), International Center for Transitional Justice (ICTJ), International Truth and Justice Project (ITJP), Jesuit Worldwide Learning, Justice Centre Iraq, Kdei Karuna, La Liga Internacional de Mujeres por la Paz y la Libertad (LIMPAL), Light For All, Mission East, Mouvement National des Survivant.es de Violences Sexuelles, Mouvement des Survivantes de Violences Sexuelles en Centrafrique (MOSUCA), Nadia's Initiative, Nagarik Aawaz, Naripokkho, National Survivors' Movement, The Netherlands Institute for the Study of Crime and Law Enforcement (NSCR), Organisation Guinéenne de défense des droits de l'homme et du citoyen (OGDH), Plateforme des Associations de Victimes (AVCM-PCA), Red de Mujeres Víctimas y Profesionales, REDRESS, Refugee Law Project (RLP), Remembering the Ones We Lost (ROWL), Rights for Peace, Solidarité pour l'Epanouissement des Veuves et des Orphelins visant le Travail et l'Auto Promotion (SEVOTA), Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral (SOFEPADI), Steward Women (STW), TRIAL International, Truth Hounds, Vive Žene, Women's Association for Victim Empowerment (WAVE), Women Advocacy Network (WAN), Women's Forum, Women Now for Development (WND), Women in Law and Development in Africa (WILDAF) et Youth Initiative Against Terrorism (YIAT).

DONATEURS



Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC





GLOBAL SURVIVORS FUND

Route de Ferney, 140 | 1202 Geneva | Switzerland

WWW.GLOBALSURVIVORSFUND.ORG